

OBJET DE TRAVAIL CONCLUSIF : LE MOYEN-ORIENT : CONFLITS REGIONAUX ET TENTATIVES DE PAIX IMPLIQUANT DES ACTEURS INTERNATIONAUX (ETATIQUES ET NON ETATIQUES)

DIAPO : « C'est certainement la zone la plus « belligène » du monde » (Georges Mutin, géographe, Du Maghreb au Moyen-Orient, un arc de crises, *Documentation photographique*, 2002).

Cette **notion de Moyen-Orient** fut introduite par les Anglo-Saxons au début du XXe siècle pour traduire l'espace allant de la mer Rouge à l'empire Britannique des Indes. Après la chute de l'Empire ottoman, y fut adjoint l'ensemble des pays arabes. En France, on en exclut les Etats du Maghreb : Chypre, Liban, Syrie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Oman, Yémen.

Cette expression relève d'un **regard européenocentré** lié à la volonté des Européens de dominer et profiter de cet espace stratégique (carrefour commercial, richesse en hydrocarbures). Toutefois, on peut tout de même lui reconnaître **une unité, une histoire commune, celle de la civilisation arabo-islamique** et de son unification au sein de l'Empire Ottoman entre le XVe et le XIXe s. – jusqu'à son démantèlement suite à la Première Guerre mondiale.

Le Moyen-Orient est une **région théâtre de conflits séculaires, nombreux**, aux origines compliquées, et **de plus en plus imbriqués**. Le **jeu des acteurs y prend une part fondamentale**, et ce à **différentes échelles spatiales** : si les conflits se déroulent au Moyen Orient, les acteurs (groupe humain qui agit) y participant sont à la fois locaux, régionaux et internationaux, étatiques mais aussi non étatiques (groupes terroristes, ONG).

Tenter d'y faire la paix (surtout au sens de « paix positive » comme le dit Johan Galtung et pas seulement un cessez-le-feu temporaire) **est donc complexe, tant les enjeux économiques, politiques, religieux et culturels sont forts**.

Problématique : Pourquoi, depuis 70 ans, les conflits du MO parviennent-ils si difficilement à aboutir à la paix ?

I. Une région à forts enjeux et ressources qui attisent les convoitises et conflits

A. Une situation et des ressources stratégiques

1) Un carrefour terrestre et maritime entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie

DIAPO : Zone de passage et de contact entre l'Orient et l'Occident, entre trois continents (Europe, Afrique et Asie) et entre deux espaces maritimes (Mer Méditerranée et Océan Indien)

Zone de contrôle des déplacements en raison de passages stratégiques naturels :

- **2 détroits (passage maritime naturel et étroit entre deux mers)** : détroit de Bal el Mandeb (accès à la Mer Rouge, marqué par la piraterie) et détroit d'Ormuz (très étroit, accès au Golfe persique, source de tensions notamment avec l'Iran)
- **le canal de Suez (voie navigable creusée par l'homme)** construit en Egypte au XIXe s. (inauguré en 1869) qui permet d'éviter de faire le tour de l'Afrique en bateau.

En savoir plus sur le canal de Suez : http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/canal_de_Suez/145440

Cet espace a donc toujours fait l'objet de convoitises, dès le Moyen Age (« route de la soie », « route des Indes ») et plus encore aujourd'hui (un des passages obligés des routes maritimes mondiales)

Des conflits sont nés de la volonté de contrôler un espace aussi stratégique

Ex : en 1956, l'Egypte (dirigée par le communiste Nasser) nationalise le canal donc les Français (qui avaient construit le canal dans les années 1860) et les Britanniques (qui l'avaient racheté en 1875) interviennent militairement pour empêcher cette nationalisation mais l'opération échoue sous la pression de la communauté internationale. Le canal a aussi été fermé entre 1967 et 1975.

2) Des ressources très convoitées à l'échelle locale et internationale

Le Moyen Orient est surtout très riche en hydrocarbures

- **DIAPO :** C'est la 1^{ère} région pétrolière du monde avec 60% des réserves mondiales (Arabie saoudite, Iran, Irak, EAU, Koweït)
- **DIAPO :** Elle détient aussi 40% des réserves mondiales de gaz naturel (Iran, Qatar, Arabie Saoudite, EAU)

Lors de la 1^{ère} moitié du XXe s., ces hydrocarbures étaient contrôlés par des compagnies pétrolières occidentales.

Elles sont aujourd'hui **une source de richesses pour les Etats qui les possèdent** puisque cette région est le 1^{er} fournisseur mondial de pétrole. Toutefois, **cette source de revenu dépend de la capacité de commercialisation** (problèmes d'acheminement ou d'embargo lors des guerres) **et du prix** (le cours du pétrole varie).

En 1968 est créée l'**Organisation des États arabes producteurs de pétrole (OPAEP)** : elle a pour but d'unir plus encore ses membres (qui ont déjà une identité arabe commune) autour d'un tarif commun pour l'exportation de cette ressource.

Cependant, les hydrocarbures **ont suscité et suscitent encore des conflits interétatiques pour l'appropriation des ressources**.

Ex : guerre Iran-Irak en 1988

Ex : 1^{ère} guerre du Golfe : l'Irak envahit le Koweït en partie pour s'approprier ses réserves de pétrole

Cela explique aussi l'intérêt des Occidentaux pour la région, car ils dépendent énergétiquement des exportations. Or les conflits dans la région (notamment la guerre du Kippour en 1973 et la révolution iranienne en 1979) **ont provoqué un fort enchérissement des prix du pétrole à l'échelle mondiale** (chocs pétroliers qui ont eu un impact sur l'économie mondiale).

Ex : les interventions militaires américaines dans la région ont souvent été jugées intéressées par cette question

DIAPO : La seconde ressource qui suscite convoitises et conflits surtout au niveau local est l'eau.

Le Proche et le Moyen Orient sont marqués par un **climat extrêmement aride** qui fait de l'eau une **ressource rare et nécessaire** aux hommes et à l'agriculture. Ce problème est d'autant plus sévère dans un **contexte de réchauffement climatique** et de **forte croissance démographique** (la population est passée de 80 à 400 millions entre 1950 et aujourd'hui). Les principales **réserves en eau viennent des grands fleuves** (Tigre, Euphrate, Nil dont le partage des eaux est disputé) **et des nappes souterraines** (péninsule arabique, sud de l'Égypte). **Les Etats assez riches** (grâce aux hydrocarbures) **ont trouvé une solution coûteuse : dessaler l'eau de mer**. Toutefois, l'ensemble des Etats de la région ne peut pas se le permettre. Dubaï s'est ainsi dotée d'un golfe, d'un lac artificiel ou encore d'une piste de ski dans une salle climatisée.

Le contrôle de l'eau fait l'objet de conflits parfois violents.

Ex : Israël contrôle l'accès au Jourdain et l'approvisionnement en eau des Palestiniens. Un Israélien dispose ainsi en moyenne de 4 fois plus d'eau qu'un Palestinien.

En savoir plus : <http://www.lefigaro.fr/international/2013/03/20/01003-20130320ARTFIG00583-l-eau-enjeu-majeur-entre-israel-et-palestine.php>

Ex : les barrages construits par la Turquie et la Syrie sur l'Euphrate et le Tigre provoquent des tensions avec la Syrie et l'Irak qui sont en aval et voient le débit de ces fleuves fortement réduit.

B. La diversité culturelle : une mosaïque de peuples et de religions

1) Des peuples et des cultures

DIAPO : Trois peuples (et donc cultures) dominant numériquement la région :

- **Les Arabes** : très majoritaires avec **200 millions** de personnes. On les trouve surtout au sud de la région dans toute la péninsule arabique et en Égypte. Leur culture a rayonné à partir du VII^e s. sur tout le contour du Bassin méditerranéen avec la progression de l'Islam. Attention aujourd'hui tous les Arabes ne sont pas musulmans.
- **Les Perses** : **65 millions** de personnes installés à l'est de la région, uniquement en Iran
- **Les Turcs** : **60 millions** de personnes installées au nord, uniquement en Turquie ; ils ont longtemps dominé la région (avec l'Empire ottoman)

Les Juifs sont environ **6 millions**, uniquement présents en Israël, **l'Etat qui leur a été cédé en 1947**, créé spécialement pour eux par l'ONU, en compensation de leur histoire tragique (peuple forcé à la dispersion par les Romains en 70, détesté en Europe pendant toute son histoire jusqu'à leur génocide par les nazis durant la 2^{nde} Guerre Mondiale).

Le peuple kurde, minoritaire, n'a pas d'Etat aujourd'hui : il s'agit de **30 millions** de personnes, musulmans sunnites, principalement présents en Turquie, en Irak et en Iran, mais aussi en Syrie, en Arménie, en Géorgie et en Azerbaïdjan.

2) L'islam majoritaire mais de nombreuses minorités

DIAPO : Cette région est le berceau des trois grands monothéismes (religions du Livre c'est-à-dire de la Bible)

- La **religion juive** est née dans cette région où se fixèrent les Hébreux vers 1200 av. JC : la ville de Jérusalem en Palestine était au cœur de leur religion car s'y trouvait le seul temple consacré à Yahvé (Dieu). Plusieurs fois détruit, il n'en reste aujourd'hui que le « mur des lamentations »
- La **religion chrétienne** est née également en Palestine où a vécu Jésus qui est considéré par les chrétiens comme le Fils de Dieu, crucifié à Jérusalem et ressuscité selon eux trois jours plus tard
- L'**Islam** apparaît quant à lui dans la région de La Mecque et Médine dans l'actuelle Arabie Saoudite au VII^e s. de notre ère avec Mahomet, celui que les musulmans considèrent comme le Prophète, le dernier envoyé de Dieu qui achève la révélation.

La ville de Jérusalem est l'exemple le plus frappant de cette convergence puisqu'elle est considérée comme une ville sainte dans les trois religions. C'est aussi une des causes du conflit israélo-palestinien.

En savoir plus sur Jérusalem, ville trois fois sainte : <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/jerusalem>
<http://www.la-croix.com/Religion/Actualite/Jerusalem-au-carrefour-des-trois-religions-monotheistes- NG -2009-05-06-534433>

Ex : en 2000, la visite d'Ariel Sharon (homme d'Etat israélien donc juif) sur l'esplanade des mosquées (quartier musulman de Jérusalem) déclenche la seconde *intifada* (terme arabe signifiant soulèvement populaire) car les Palestiniens y voient une provocation alors que le processus de paix stagne.

Cependant, **les trois religions ont longtemps coexisté de façon pacifique, et les conflits du XXe siècle sont davantage liés à des volontés nationalistes d'expansion territoriale qu'aux différences religieuses. Depuis les années 1970 toutefois, l'essor de partis religieux extrémistes change la donne.**

Si les trois grandes religions sont présentes, c'est **l'Islam qui domine très nettement en nombre avec 240 millions de musulmans divisés en deux branches** (deux confessions nées de l'histoire de l'Islam) :

- **Les sunnites** : majoritaires dans l'Islam (**85%** des musulmans du monde), ils se veulent fidèles à la « sunna » (« tradition »), recueil des faits et dits du Prophète Mahomet. Ils descendent de ceux qui ont suivi Abou Bakr comme successeur de Mahomet car il était un de ses compagnons.
- **Les chiïtes** : minoritaires dans l'Islam (80 millions) mais concentrés dans quelques Etats (Iran, Irak, Bahreïn). Ils se disent les descendants de ceux qui ont reconnu Ali, gendre de Mahomet, comme son successeur.

NB : **ces deux branches sont elles-mêmes divisées**, avec par exemple la secte des Alaouites de Syrie qui se rattache aux chiïtes, ou encore les wahhabites d'Arabie Saoudite qui appartiennent aux sunnites.

⇒ **Les luttes entre chiïtes et sunnites** ont donc commencé **dès** la mort de Mahomet en **632**, puis ont été **plus ou moins exacerbées selon les périodes de l'histoire**. Elles sont **plus fortes** dans la région depuis la révolution islamique iranienne en **1979**. **Se superposent toujours des différends politiques** aux différences religieuses.

Ex : l'hostilité entre Arabie Saoudite (sunnite) et l'Iran (chiïte) est liée surtout à une lutte d'influence des deux grandes puissances régionales.

En savoir plus : http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/01/08/qu-est-ce-qui-oppose-les-sunnites-et-les-chiites_4844042_3218.html

<http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Sunnites-et-chiites-une-division-historique-2015-11-17-1381269>

Les chrétiens sont une petite minorité répartis dans plusieurs pays : l'Egypte (10% de la population : chrétiens coptes), le Liban (38% de la population : chrétiens maronites), la Syrie et l'Irak (3% de la population : chrétiens orientaux). **Aujourd'hui, les chrétiens d'Orient sont menacés par la montée des djihadistes.**

En savoir plus sur la situation des chrétiens d'Orient : <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/08/15/31002-20160815ARTFIG00051-chretiens-d-orient-la-tragedie-des-derniers-oublies-de-l-histoire.php>

Les juifs, minoritaires dans l'ensemble du Proche et Moyen Orient, sont très majoritaires dans l'Etat d'Israël (6 des 8 millions d'habitants). Ils se divisent eux-mêmes entre juifs ashkénazes, juifs sépharades et juifs orthodoxes.

DIAPO : schématisation

C. Une région instable

1) La contestation des frontières nées de la décolonisation et le fort nationalisme

Le tracé des frontières actuelles est le fruit des décisions de puissances extérieures prises après la Première et la Seconde Guerres Mondiales au moment du démembrement de l'Empire ottoman (défaite de 1918) et de la décolonisation : **les aspirations des nations, les réalités économiques et historiques n'ont ainsi pas toujours été respectées.**

Par conséquent, il existe :

- Des **frontières contestées** : ex : Irak-Iran
- Des **Etats multiculturels** qui font coexister différents peuples (le Liban la Syrie, l'Irak, Israël) et qui sont fragilisés par les querelles internes
- Des **peuples sans Etat** : **les Kurdes** : les Européens avaient promis aux Kurdes un Etat après la Première Guerre Mondiale, mais n'ont pas tenu leur promesse, ce qui exacerbe le nationalisme de ce peuple.
... et **les Palestiniens** dont le territoire a été donné aux juifs pour créer l'Etat d'Israël

⇒ **Les tensions nationalistes sont ainsi vives entre les Etats (lutte d'influence) et à l'intérieur de la plupart.**

Nationalisme : idéologie tendant à légitimer l'existence d'un Etat-nation pour chaque peuple. Lorsqu'une nation a un Etat, elle peut souhaiter l'agrandir ou le voir dominer d'autres territoires et peuples.

2) Des Etats fragiles sans tradition étatique et/ou dominés par des groupes communautaires

En raison de l'absence de tradition étatique, ou en raison de la domination d'un groupe communautaire (religieux ou ethnique), certains Etats sont fragiles.

DIAPO : Il existe ainsi des régimes autoritaires dans lesquels les dirigeants utilisent la force pour s'imposer

Ex : Turquie d'Erdogan, Syrie de Bachar al-Assad jusqu'en janvier 2025, Arabie Saoudite (1er ministre et prince héritier : Mohammed ben Salmane)

En savoir plus sur le régime syrien : <http://politique-etrangere.com/2013/12/02/la-syrie-de-bashar-al-asad-anatomie-dun-regime-autoritaire/>

<http://www.huffingtonpost.fr/2017/03/15/reprise-dalep-recul-de-daech-rebelles-evacues-apres-six-an/>

chute de Bachar al-Assad : <https://www.amnesty.fr/actualites/chute-de-bachar-al-assad-entre-espoir-et-defi-pour-la-population-syrienne>

En savoir plus sur le régime turc : <http://www.france24.com/fr/20161105-turquie-cinq-etapes-derive-autoritaire-erdogan-censure-repression-role-majeur-international>

En savoir plus sur Mohammed ben Salmane : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/zoom-zoom-zen/zoom-zoom-zen-du-lundi-02-decembre-2024-9374005>

Parfois, le pouvoir est fortement contesté par :

- Les peuples qui aspirent à plus de démocratie
- La montée de l'islamisme (ex : Yemen)

En savoir plus sur le Yemen : VIDEO : <http://www.france24.com/fr/20170516-focus-yemen-guerre-crise-humanitaire-msf>

- Les **violences intercommunautaires (ex : Egypte)** Ces tensions sont souvent liées à des inégalités sociales très fortes, notamment dans les pétromonarchies (monarchies qui fondent toute leur richesse sur les hydrocarbures) puisque y coexistent des populations très riches grâce à la rente pétrolière et des populations très pauvres qui n'en bénéficient pas.

En savoir plus sur l'Egypte : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/04/05/dix-huit-morts-dans-le-sud-de-l-egypte-dans-des-heurts-intercommunautaires_4396445_3212.html

II. 1945-1991 : des conflits surtout interétatiques impliquant des acteurs internationaux

A. Une région enjeu pour les Grands

1) Etats-Unis et URSS exportent leur différend dans la région

DIAPO : Pour les Etats-Unis, le Proche et Moyen Orient est une région clef pour l'endiguement communiste. Ils s'appuient donc sur la Turquie, l'Iran (jusqu'en 1979), l'Arabie Saoudite, la Jordanie, l'Irak et Israël pour contrer l'avancée de l'URSS.

Ex : en 1945, les Etats-Unis signent un accord avec l'Arabie Saoudite (**pacte du Quincy**) : contre l'engagement que l'approvisionnement en hydrocarbures sera garanti, les Etats-Unis apportent leur soutien politique et militaire

En savoir plus sur le pacte du Quincy et sa remise ne cause actuelle :

https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/histoires-d-info/arabie-saoudite-usa-une-alliance-au-gout-de-petrole_1780895.html

http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-955_fr.html

<https://www.connaissancesdesenergies.org/tribune-actualite-energies/la-fin-du-pacte-du-quincy>

En 1958, les Etats-Unis intègrent ainsi le « **pacte de Bagdad** » ou « **traité d'organisation du Moyen Orient** » créé en 1955 par le Royaume-Uni, l'Irak, la Turquie, le Pakistan, et l'Iran pour contenir l'URSS par une ligne d'Etats alliés à la frontière sud – sud-ouest de cette-dernière.

Cela conduit à des conflits armés :

- **DIAPO** : **1956 : crise du canal de Suez** : lorsque Nasser, le dirigeant communiste de l'Egypte, nationalise le canal de Suez, France et du Royaume-Uni interviennent militairement. Ils doivent finalement renoncer sous la pression des Etats-Unis et de l'URSS (c'est d'ailleurs le symbole de la perte d'influence des Européens sur cette zone qu'ils dominaient et de l'hégémonie nouvelle des Etats-Unis).

En savoir plus sur la crise de Suez :

VIDEO : <http://education.francetv.fr/matiere/epoque-contemporaine/troisieme/video/la-crise-du-canal-de-suez-en-1956>

<https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/guerredesuez>

- **1958 : les Etats-Unis interviennent militairement au Liban** pour rétablir l'ordre

En savoir plus sur la situation du Liban : <http://www.lesclesdumoyenorient.com/L-intervention-militaire.html>

Au Liban, le **président de la République Camille Chamoun, favorable aux Etats-Unis, a accepté la proposition américaine connue sous le nom de doctrine Eisenhower, d'aider les Etats qui en feraient la demande sur le plan économique et militaire**, afin de limiter le développement du communisme. La création de la RAU (République Arabe Unie, union sur le plan politique de l'Egypte et de la Syrie) cristallise les oppositions entre les chrétiens favorables à l'occident et les musulmans désireux d'unir le Liban à la Syrie. **En mai 1958, à la suite de l'assassinat du directeur du journal pro-syrien Telegraph, des émeutes éclatent dans tout le Liban. Les opposants au président Chamoun reçoivent de l'aide et de l'armement par la frontière syrienne.** Les violences poussent Camille Chamoun à solliciter l'aide extérieure, la Ligue des Etats arabes ainsi que l'ONU, puis les Etats-Unis en vertu de la doctrine Eisenhower. Réticents au départ, les Etats-Unis décident finalement d'intervenir au Liban, en raison du changement politique en Irak. En effet, dans cet Etat membre du pacte de Bagdad, une révolte est déclenchée le 14 juillet 1958. Le roi et son Premier ministre Nouri Saïd sont massacrés et le général Kassem prend le pouvoir. La nouvelle de cette révolution fait craindre aux Etats-Unis une propagation du communisme, notamment au Liban, et une possible répercussion pour l'approvisionnement en pétrole.

DIAPO : L'URSS est moins présente dans la région mais a tout de même des alliés : la Syrie, le Yémen, Irak.

Cela la conduit d'ailleurs à une **intervention armée qui lui coûte cher en Afghanistan en 1979** : il s'agit d'apporter de l'aide au gouvernement communiste attaqué par les moudjahidines (combattants musulmans faisant le djihad, la guerre sainte). Toutefois, cette intervention échoue, notamment parce que les Etats-Unis arment les rebelles afghans, et l'URSS est contrainte de se retirer en 1989. Cette opération militaire contribue d'ailleurs fortement à finir de ruiner le pays qui éclate deux ans plus tard.

En savoir plus sur l'URSS en Afghanistan :

VIDEO : <http://education.francetv.fr/matiere/epoque-contemporaine/troisieme/video/l-occupation-de-l-urss-en-afghanistan-1979-1989>

VIDEO INA : <http://www.ina.fr/video/CAB93023211>

La guerre d'Afghanistan : http://lyceepourtous.free.fr/IMG/pdf/La_Guerre_d_Afghanistan_1979-1989_.pdf

Film *La guerre selon Charlie Wilson* : https://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=61657.html

2) Le mouvement panarabe et l'émergence du Tiers Monde : quel succès pour échapper au monde bipolaire ?

DIAPO : A l'heure où les deux Grands se disputent l'influence mondiale, tous les Etats du Moyen-Orient à l'exception d'Israël participent à la naissance du mouvement des non-alignés, une **tentative de la part des nouveaux pays décolonisés, qui ont en commun leur retard de développement et leur refus de s'inféoder à nouveau à un pays alors même qu'ils viennent de recouvrer leur indépendance, de proposer une troisième voie en n'appartenant ni au bloc est, ni au bloc ouest.**

Ce mouvement naît en 1955 lors de la conférence de Bandung à laquelle assistent 29 pays africains et asiatiques. Ils sont surtout menés par Nasser (Egypte) et Nehru (dirigeant de l'Inde).

En savoir plus sur Nasser, dirigeant de l'Egypte :

http://www.larousse.fr/encyclopedie/personnage/Gamal_Abdel_Nasser/126862

En savoir plus sur le Tiers-Monde : <http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/tiers-monde/97289>

DIAPO : Par ailleurs, se développe autour du président égyptien Nasser le mouvement panarabe (dont les origines remontent au XVIe s. et qui avait été ravivé en 1947 par la création du **parti Baath qui propose de fonder une nation arabe et laïque**). Il s'agit pour lui de n'être inféodé ni aux Etats-Unis, ni à l'URSS (malgré une proximité idéologique puisqu'il est communiste), mais d'**unir politiquement tout le monde arabe**. Il crée ainsi en 1958 une République Arabe Unie (RAU) avec la Syrie et le Yémen qui recouvrent leur indépendance vis-à-vis de l'Egypte en 1961.

En savoir plus sur le panarabisme : <http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/panarabisme/76383>

En 1947, le chrétien syrien Michel Aflak crée le parti **Baath** (« résurrection » en arabe), transformé en 1953 en parti de la Résurrection arabe et socialiste, qui se propose de fonder une nation arabe et laïque. L'héritage culturel de l'**islam** est revendiqué au nom de l'arabité.

Quelque temps après, le coup d'État mené en 1952 par les Officiers libres égyptiens bouleverse le monde arabe, de plus en plus hostile à la présence des puissances coloniales dans la région.

L'idée de créer un État arabe au Proche- et au Moyen-Orient mobilise les foules dans le contexte de la décolonisation.

En 1954, Nasser devient le maître effectif de l'Égypte. Il défend la cause de l'indépendance de l'Algérie. Il nationalise en 1956 le **canal de Suez** et triomphe de l'alliance franco-britannique. Son prestige dans le monde arabe, dont il devient l'homme fort, est immense. Grâce au soutien du parti Baath, influent en Syrie, le raïs (le « chef » en arabe) proclame en 1958 la création de la République arabe unie (RAU), qui comprend l'Égypte, la Syrie et bientôt le Yémen. En 1961, la Syrie recouvre son indépendance, suivie par le Yémen ; l'échec de cette tentative marque la fin du panarabisme.

Après 1961, le panarabisme n'est plus qu'un élément du discours politique nassérien. Revendiqué un temps par le jeune colonel **Kadhafi**, le panarabisme s'efface bientôt devant l'**islamisme**, qui séduit davantage une partie du monde musulman.

À partir de la fin des années 1970, les deux superpuissances voient leur influence reculer :

- **DIAPO : En 1979, les Etats-Unis perdent un allié puissant dans la région : l'Iran, qui subit une révolution islamique menée par l'ayatollah Khomeiny.** Des manifestations populaires réclamant plus de liberté entraînent la chute du shah (nom persan donné au roi d'Iran) qui était allié des Américains. Le nouveau régime renvoie dos à dos les deux modèles.

En savoir plus sur la révolution iranienne :

BD devenue un FILM : *Persepolis* : <https://droitcultures.revues.org/741> ; <http://www.ina.fr/video/3356250001012>

VIDEO DOCUMENTAIRE : <http://education.francetv.fr/matiere/epoque-contemporaine/terminale/video/la-revolution-iranienne>

- De 1980 à 1988, la guerre Iran-Irak échappe en partie au contrôle des deux Grands

B. Le conflit israélo-palestinien, moteur de l'instabilité de la région

1) La création de l'Etat d'Israël en 1948 fait naître un conflit entre 2 peuples

DIAPO : Le 29 novembre 1947, l'ONU adopte un plan de partage de la Palestine, prévoyant la création d'un Etat juif, d'un Etat arabe et un statut international pour Jérusalem.

- Cette décision est inspirée du **sionisme** (idéologie fondée à la fin du XIX^{ème} siècle par Theodor Herzl visant à la création, en Palestine, d'un Etat pour les Juifs du monde entier) et de la volonté de nombreux Juifs de quitter l'Europe après le génocide nazi.

Les Etats arabes rejettent ce plan. Le 14 mai 1948, l'Etat d'Israël est proclamé. Le lendemain, les Etats arabes attaquent Israël : c'est la première guerre israélo-palestinienne qui est remportée par Israël.

L'armistice de 1949 permet à Israël de gagner des territoires par rapport à ceux qui lui avaient été attribués par l'ONU en 1947. De nombreux Palestiniens se réfugient dans les pays arabes voisins (c'est la **Nakba (« catastrophe »)**, un exode massif plus ou moins forcé des Palestiniens après la défaite de la 1^{ère} guerre israélo-arabe) et **aucun Etat palestinien ne voit le jour** (la Cisjordanie est annexée par la Jordanie et la bande de Gaza passe sous administration égyptienne).

DIAPO : Ce conflit, né de l'existence de 2 peuples (Juifs et Palestiniens) pour une même terre (Palestine), devient un enjeu de la guerre froide avec deux camps :

- **Les Palestiniens** (certains sont en exil dans les Etats voisins, d'autres sont citoyens israéliens avec moins de droits que les juifs) sont **soutenus par les Etats arabes de la région et par l'URSS**
- **Israël, très militarisée** (on nomme **Tsahal** les « forces de défense d'Israël », c'est-à-dire l'armée israélienne), est soutenue par les Etats-Unis

2) ... qui implique les Etats voisins et conduit aux guerres israélo-arabes en 1967 et 1973

DIAPO : L'opposition entre Israël et ses voisins arabes qui refusent de reconnaître l'Etat juif se poursuit :

- **En 1967, éclate la guerre des Six-Jours** : l'Egypte met en place un blocus naval d'Israël et encercle le pays avec ses alliés arabes. Israël attaque donc militairement pour rompre l'encerclement et remporte facilement la victoire en 6 jours, en occupant le Sinaï, Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

L'ONU adopte la résolution 242 qui prévoit le retrait israélien "de territoires occupés" :

En savoir plus sur la guerre des Six Jours :

VIDEO et texte documentaire : <http://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEdu00190/la-guerre-des-six-jours.html>

L'Egypte ferme le golfe d'Aqaba aux navires se rendant en Israël, prélude à un blocus naval. Dans le domaine diplomatique, l'alliance entre l'Egypte et la Syrie est renforcée par l'adhésion de la Jordanie et de l'Irak le 4 juin.

Désormais, Israël est encerclé, et c'est pour rompre cet encerclement que son gouvernement prend l'initiative d'intervenir militairement contre ses voisins. La guerre est menée avec maestria. Elle permet de remporter une grande victoire militaire, en détruisant le potentiel militaire des Etats arabes, et de conquérir de nombreux territoires voisins : le Sinaï, la bande de Gaza, la Cisjordanie et le Golan, bientôt désignés sous le nom de "territoires occupés" ainsi que la vieille ville de Jérusalem.

Après la guerre, **en novembre 1967, l'ONU adopte la résolution 242 qui prévoit le retrait israélien "de territoires occupés", formulation ambiguë qui ne signifie pas le retrait de tous les territoires occupés et donc des lectures différentes d'un même texte que chaque partie a fini par accepter car elle laisse une large marge d'interprétation légitime pour chaque camp.**

- **En 1973, éclate la guerre du Kippour** où Israël vainc l'Egypte et la Syrie.

Le 6 octobre 1973, en pleine fête juive du Yom Kippour, Israël subit une attaque simultanée de l'Egypte et de la Syrie dans la péninsule du Sinaï et sur le plateau du Golan. Ces territoires, respectivement égyptien et syrien, étaient occupés par Israël depuis la guerre des Six Jours. Au bout d'une semaine, Israël mène une contre-offensive musclée, pénètre en Syrie et traverse à son tour le canal de Suez en direction de l'Egypte. Le Conseil de sécurité des Nations unies, soutenu par les deux superpuissances et le Royaume-Uni, demande un cessez-le-feu. Les négociations aboutissent à un cessez-le-feu ratifié par l'ONU le 25 octobre 1973.

En savoir plus sur la guerre du Kippour :

VIDEO et texte documentaire : <http://www.ina.fr/contenus-editoriaux/articles-editoriaux/la-guerre-du-kippour/>

DIAPO : Dans les années 1970, des divisions apparaissent entre les pays arabes (c'est la fin du panarabisme) et les guerres contre Israël cessent : **sous l'impulsion des États-Unis, un traité de paix est signé entre l'Egypte et Israël : ce sont les accords de Camp David le 17/09/1978.** Israël restitue le Sinaï à l'Egypte qui reconnaît l'Etat d'Israël.

= Ce traité est toutefois rejeté par les autres pays arabes. L'Egypte est exclue 10 ans de la **Ligue Arabe** (association de pays arabes ayant en commun leur culture et la religion musulmane qui cherche à resserrer les liens de coopération entre ses membres et à défendre leurs intérêts. La question des conflits au Moyen Orient a toujours été centrale dans les travaux de la Ligue et a divisé ses membres à plusieurs reprises)

= FIN de la volonté d'un règlement du conflit par la confrontation

En savoir plus sur les accords de Camp David : <https://www.lefigaro.fr/histoire/archives/2018/09/16/26010-20180916ARTFIG00121-17-septembre-1978-les-accords-de-camp-david-visa-pour-la-paix-israelo-egyptienne.php>
<https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/accordsdecampdavid>

Avec VIDEO : http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/accords_de_Camp_David/111023 et

<https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000192/les-accords-de-camp-david.html>

En savoir plus sur la Ligue Arabe : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/ligue-arabe-ligue-des-etats-arabes/>

3) Un conflit de plus en plus intraétatique (israélo-palestinien) depuis la fin des années 1970

Après les défaites répétées des pays arabes, les guerres se recentrent sur l'opposition entre Israéliens et Palestiniens à partir des années 1970.

À la suite des conquêtes israéliennes de 1967, **1,5 million Palestiniens vivent sous l'autorité de l'État hébreu**. Dans ce contexte se développe un **nationalisme palestinien** qui aboutit à la création de **l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1964**, bientôt **dirigée par Yasser Arafat et son parti le Fatah**. **Le Fatah est le mouvement national de libération fondé par Yasser Arafat en 1959, et prônant la lutte armée contre l'État d'Israël. Il prend le contrôle de l'OLP en 1969.** L'OLP exige le retour des réfugiés, la libération des territoires occupés, l'unité de la Palestine et refuse de reconnaître Israël. Ayant fait le **choix de la lutte armée (guérilla) puis du terrorisme** (ex : attentats lors des JO de Munich en 1972), cette organisation se retrouve **en guerre contre Israël. Aux attentats de l'OLP, Israël répond par la force militaire.**

La présence de réfugiés palestiniens dans les Etats voisins contribue à déstabiliser la région. C'est pourquoi

- **en 1970, la Jordanie** (le roi Hussein veut améliorer ses relations avec Israël) chasse les combattants de l'OLP (« septembre noir ») en faisant des milliers de morts. L'OLP se réfugie au Liban
- **en 1975, au Liban**, les milices chrétiennes affrontent les combattants de l'OLP, ce qui déclenche une guerre civile de quinze ans dans ce pays.

En 1987, les Palestiniens des « territoires occupés » (Cisjordanie et bande de Gaza) se révoltent : c'est la 1^{ère} intifada.

Intifada : soulèvement en arabe ou encore « guerre des pierres », révolte spontanée de la jeunesse palestinienne (1987 puis 2000)

En savoir plus sur l'intifada :

VIDEO et textes : http://www.huffingtonpost.fr/2014/07/11/israel-palestine-intifada_n_5576783.html
<http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Intifada/125067>

- ⇒ **Pendant cette période, on voit que les conflits sont presque exclusivement interétatiques (sauf la 1^{ère} intifada) et que les tentatives de paix sont quasi inexistantes, puisqu'il s'agit plutôt pour les deux Grands d'accroître leur influence dans la région.** Seuls le mouvement des non-alignés et celui du panarabisme relèvent plus d'une démarche d'unification et d'apaisement. Les accords de Camp David avaient également suscité des espoirs, mais limités.

III. Depuis les années 1990, des conflits asymétriques de plus en plus complexes et impliquant des acteurs plus nombreux

A. L'espoir que le « nouvel ordre mondial » apporte la paix au Moyen Orient

1) Avec la Première Guerre du Golfe (1990-91), l'ONU apporte l'espoir d'une protection des petits Etats

Les origines de la guerre : une atteinte au droit international

L'Irak est une puissance régionale, soutenue par l'URSS. Après son échec contre l'Iran (1980-1988), **son dirigeant Saddam Hussein envahit le Koweït le 2 août 1990 et l'annexe le 25 août**. Il s'agit pour lui de :

- **modifier une frontière imposée par le Royaume-Uni en 1923** (au moment où elle a donné son indépendance à ce territoire dont elle avait obtenu le mandat après la 1^{ère} GM) et qui n'avait jamais été reconnue et acceptée
- **raffermir son autorité grâce à un succès militaire,**
- **d'obtenir un accès à la mer**
- **de prendre des puits de pétrole** car le pays est endetté après la guerre qu'il vient de faire.

Cette invasion est considérée comme une atteinte au droit international.

Le rôle de l'ONU : une coalition internationale contre l'Irak

Alors que la guerre froide est sur le point de s'achever, les Etats-Unis, seule hyperpuissance, disent vouloir mettre en place un « nouvel ordre mondial » fondé sur l'ONU et le multilatéralisme. C'est dans ce contexte que l'ONU adopte donc une série de résolutions qui condamnent l'Irak et après l'avoir sommé de se retirer du Koweït avant le 15 janvier 1991 (résolution 678), décide de l'intervention d'une coalition militaire internationale contre cette puissance. L'URSS est en difficulté et ne s'y oppose pas.

Une large majorité des pays du monde soutient l'ONU et une coalition de 34 Etats dirigée par les Etats-Unis intervient. On y retrouve les alliés occidentaux traditionnels (EU, RU, France) ainsi que des pays arabes (Égypte, Syrie, Ligue arabe). 534000 hommes (dont 329000 Américains) sont envoyés tandis que l'Arabie Saoudite finance la moitié de l'intervention : **c'est l'opération « Tempête du désert » (« Desert Storm ») qui remporte une victoire rapide et facile.** Elle se décompose en deux phases : **d'abord par des bombardements massifs (17 janvier 1991)** (pour la 1^{ère} fois, des missiles de croisière ça

longue distance, les Tomahawk, sont tirés depuis des navires américains situés en mer Rouge + 1500 chasseurs bombardiers) qui détruisent les batteries antiaériennes, les réseaux de communication, les raffineries, les usines d'armement, les centres de commandement... puis **une offensive terrestre (24 au 27 février 1991) au Koweït et dans le sud de l'Irak avec 3000 chars et 1500 hélicoptères**. Ce sont les USA les stratèges depuis leur base en Arabie Saoudite ; c'est l'occasion pour eux de tester de nouvelles stratégies issues de la « révolution dans les affaires militaires » (désorganiser l'adversaire, l'aveugler, le couper de ses centres de décision et de ravitaillement).

Une sévère défaite pour Saddam Hussein qui conduisent à une décennie de sanctions

Des pertes mineures pour la coalition : 292 morts, 1200 blessés, 75 avions et une trentaine de chars détruits.

De lourdes pertes irakiennes : 40 000 morts, 80 000 blessés, 150 avions et 3300 chars détruits

Alors que le cessez-le-feu est signé avec la coalition, Saddam Hussein voit les chiites au sud et les kurdes au nord se révolter en voulant profiter de la situation ; il déclenche alors une répression féroce contre les rebelles chiites et kurdes. Ces massacres conduisent **l'ONU à adopter la résolution 688** qui impose des **zones d'exclusion aérienne** au-dessus du sud et du nord de l'Irak jusqu'en 2003. S'y ajoutent des **sanctions économiques** pour contraindre Saddam Hussein à respecter les résolutions de l'ONU et à **démanteler son arsenal d'armes chimiques et biologiques** mis en place lors de la guerre Irak-Iran.

Par ailleurs, Saddam Hussein est vaincu mais pas destitué. Il s'agit pour les USA de conserver un Irak affaibli qui reste un bouclier contre l'Iran, alors que ce-dernier pays est toujours l'ennemi n°1 des USA dans la région.

La question de la construction de la paix conduit donc à un dilemme : **pour une vraie paix, il faut reconstruire le pays, mais comment reconstruire le pays sans renforcer son dictateur ?**

La reconstruction repose sur la capacité donnée à l'Irak de commercialiser son pétrole. Or les États-Unis imposent le programme « pétrole contre nourriture » qui consiste à flécher les revenus du pétrole vers l'alimentation de la population, faisant gérer les revenus pétroliers directement par l'ONU pour en écarter le gouvernement irakien. **Cependant, le rejet par Saddam Hussein de cette formule a pour effets :**

- une **situation dramatique pour la population irakienne, utilisée par Saddam Hussein** comme une arme politique pour mobiliser son peuple contre les États-Unis, mais aussi se présenter en victime face à la communauté internationale ;
- une **attitude intransigeante des États-Unis**, poursuivie par l'administration Clinton, symbolisée par la déclaration de Madeleine Albright, secrétaire d'État de Bill Clinton, lors de l'émission de télévision 60 Minutes en mai 1996, sur le prix humain des restrictions : « Je pense que c'est un choix très difficile, mais le prix – nous pensons que le prix en vaut la peine » ;
- une **division de plus en plus forte au sein de l'ONU** et des puissances organisant la paix, **les pays du Moyen-Orient, la France et la Russie s'écartant de plus en plus de la vision américaine.**

= Ces éléments sont essentiels pour comprendre la situation de 2003

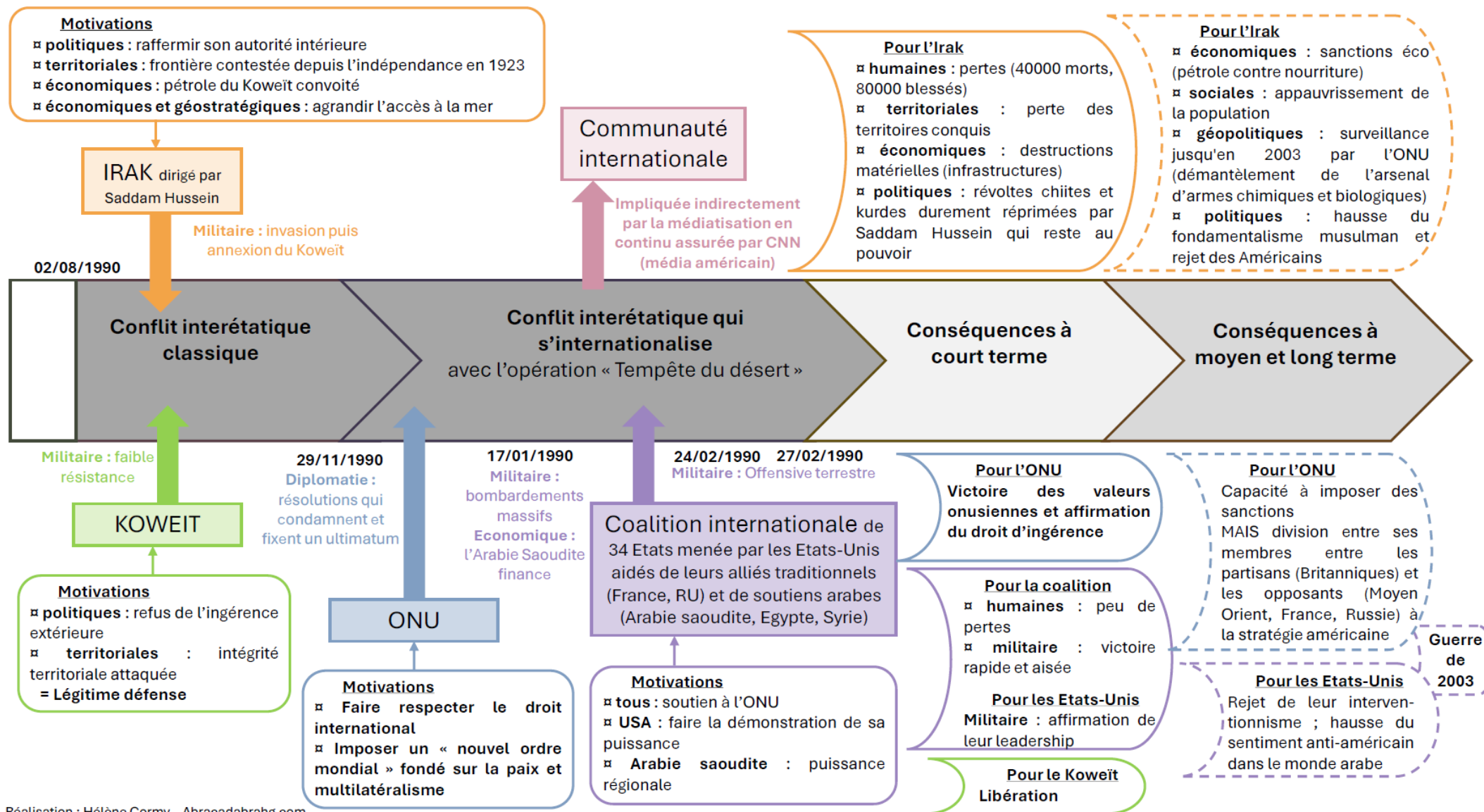
Quel bilan plus global tirer de ce règlement du conflit ?

Ce conflit est un tournant dans l'histoire des guerres et de leurs acteurs, avec une **vraie affirmation de l'ONU qui assume son droit à l'ingérence dans des États qui ne respecteraient pas le droit international et qui donne l'espoir d'une résolution désormais multilatérale des conflits**. Le Conseil de sécurité impose des contrôles par des observateurs de l'ONU à l'Irak jusqu'en 2003 ; un embargo pétrolier, partiellement levé à partir de 1996 et l'interdiction des armes de destruction massives.

Avec les reportages de CNN, c'est la première guerre couverte en continu. Toutefois, photographes et journalistes sont très encadrés et limités dans leur travail. **Cette guerre est l'occasion d'une démonstration de la puissance américaine et ce sont les images d'une énorme défaite irakienne qui sont diffusées.**

On constate un contraste saisissant entre **le discours officiel qui a présenté cette intervention comme une « guerres propres »** qui n'aurait eu recours qu'à des « frappes chirurgicales » sur des sites stratégiques **et la réalité d'un pays ravagé par la guerre, aux infrastructures détruites** et ne permettant pas aux Irakiens de vivre correctement, voire de survivre

Enfin, cette intervention étrangère conduit à un renforcement du fondamentalisme musulman car les EU sont jugés responsables de l'embargo et du non-règlement du problème palestinien.



2) Les accords d'Oslo apportent l'espoir d'un règlement multilatéral et négocié du conflit israélo-palestinien

Au début des années 1990, les relations entre Israël et l'OLP se détendent : l'OLP n'exige plus la destruction d'Israël, mais revendique le droit au retour des réfugiés palestiniens chassés par la guerre de 1948. Début 1993, des représentants d'Israël et de l'OLP se rencontrent à de nombreuses reprises en Norvège pour des négociations secrètes qui aboutissent **le 13 septembre 1993 aux accords d'Oslo signés à Washington entre Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP, et Yitzhak Rabin, le premier ministre israélien. Leur poignée de mains est le symbole d'une réconciliation historique qui se fait sous l'égide des Etats-Unis** (Bill Clinton est le « maître de cérémonie »). [Les trois hommes sont récompensés du prix Nobel de la paix l'année suivante]

Ces accords **prévoient une reconnaissance réciproque d'Israël et de l'OLP, la mise en place d'une Autorité palestinienne (qui n'a pas le statut d'Etat) possédant des pouvoirs en matière d'éducation, de santé et de police sur la bande de Gaza et une partie de la Cisjordanie** (des zones sous autorité palestinienne, d'autres mixtes, d'autres sous autorité israélienne) **Cependant, les accords sont rejetés par les extrémistes des deux camps.**

B. ... vite déçu avec l'enlèvement du conflit israélo-palestinien

1) Le retour rapide des tensions entre les deux camps

Mais depuis le milieu des années 1990, le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens est bloqué par la montée des tensions dans les deux camps.

- du côté israélien, **Yitzhak Rabin est assassiné** par un fanatique juif en 1995 et la **droite israélienne revient au pouvoir** en 1996. Elle n'est pas favorable au dialogue avec les Palestiniens. **Les colons juifs refusent de partir et la colonisation se poursuit même en Cisjordanie et sur le Golan** (territoire pris à la Syrie depuis 1973).

Depuis 2002, Israël construit une « barrière de séparation » pour, dit-elle, protéger les Israéliens. Son tracé ne suit pas toujours la ligne verte définie en 1949. **Ligne verte** : « **Ligne de cessez-le-feu de 355 km tracée au crayon vert sur une carte d'Etat-major en 1949, elle sert de support à tous les plans de paix depuis trente ans. Elle est censée devenir la frontière d'un futur Etat palestinien.** Depuis leur victoire de la guerre des Six Jours en 1967, les Israéliens ne cessent de la bousculer, de l'effacer. Ils ont édifié des dizaines de colonies à l'Est de ligne et sont plus nombreux que jamais à Jérusalem-Est.

- du côté palestinien, **une seconde intifada éclate en 2000, des attentats-suicides** sont perpétrés par des Palestiniens radicaux et la **bande de Gaza est tenue depuis 2007 par le Hamas (mouvement islamiste fondé en 1987 : refus de toute négociation et solution de paix).** Le Hamas et le **Hezbollah (un mouvement politique et armé terroriste chiite libanais)** prônent la poursuite de la lutte armée avec le soutien de l'Iran.

2) L'enlèvement du processus de paix

Depuis, les tentatives de négociations et de paix se sont multipliées, souvent orchestrées par les Etats-Unis, jusqu'au dernier plan proposé en janvier 2020 par Donald Trump surnommé le « plan du siècle », sans toutefois trouver le moyen de mettre véritablement fin au conflit.

Ainsi, depuis 2001, les tentatives de paix échouent et l'absence de règlement semble plus favorable à Israël.

De fait, le gouvernement israélien par Sharon puis Netanyahu mettent en place une politique plus dure qui passe notamment par des réponses militaires aux attentats et offensives du Hamas. La colonisation progresse et on constate une politique d'acquisitions foncières dans la partie arabe de Jérusalem. Le refus d'un Etat palestinien demeure, tandis que la société israélienne se soucie de plus en plus de la question sécuritaire.

Parallèlement, pour les pays arabes, la question palestinienne passe au second plan avec le chaos en Irak et en Syrie. D'ailleurs d'autres pays arabes reconnaissent l'Etat d'Israël comme les EAU ou encore le Maroc.

Du côté palestinien, on constate des divisions internes importantes avec un fort affaiblissement politique, tandis que le **Fatah** (parti politique, basé en Cisjordanie, qui dirige l'Autorité palestinienne) **est en lutte contre le Hamas** (qui tient la bande de Gaza). Ainsi en 2007, les deux forces en sont venues à des combats dans la bande de Gaza d'où Israël s'était retiré en 2004.

L'ONU quant à elle maintient sa position en faveur d'une **solution à deux Etats** (d'ailleurs, en 2011 la Palestine adhère à l'UNESCO et en 2012 elle devient Etat observateur à l'ONU) **et son opposition à la colonisation israélienne** mais ses tentatives son bloquées par les Etats-Unis.

Enfin, des voix s'élèvent contre le rôle des Etats-Unis dans la région : ils sont accusés de faire plus le jeu d'Israël, leur vieil allié dès lors qu'une tentative de règlement de paix est proposée (ce reproche est encore d'actualité : le mandat de Trump a particulièrement montré cela avec la reconnaissance de Jérusalem comme la capitale d'Israël et le déplacement de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem, puis « le plan du siècle » ne semble plaire qu'aux Israéliens) et de **chercher surtout à préserver leurs propres intérêts** (approvisionnement en pétrole).

Ce sentiment anti-américain dans le monde arabe, incarné notamment par Oussama Ben Laden qui crée l'organisation terroriste Al-Qaïda, s'exacerbe avec la montée de l'islamisme.

C. ... et la montée de l'islamisme qui déstabilise la région

1) De l'islamisme politique à sa radicalisation par le terrorisme

L'**islamisme** est une **idéologie qui vise à réislamiser les sociétés en imposant le Coran comme fondement de la vie sociale et politique**. Cela passe par l'application de la charia. L'islamisme rejette la pensée scientifique moderne, les valeurs de la démocratie, la mixité... D'une certaine façon, l'islamisme se définit par son **refus de tout ce qui vient de l'Occident. Il est né en Egypte en 1928**, à une époque où le Moyen-Orient était sous domination coloniale et est formulé par les « Frères musulmans ».

Au Proche et au Moyen-Orient, les Etats créés après l'indépendance le sont sur le modèle occidental : des Etats laïcs dans lesquels l'islam est une religion ne devant pas interférer dans la vie politique.

La révolution iranienne de 1979 marque un tournant : elle permet l'arrivée au pouvoir des islamistes. Ils fondent la République islamique d'Iran. Le pays est contrôlé par un parti unique aux mains des religieux chiites ; la terreur de masse est pratiquée, les libertés ne sont pas reconnues et la justice coranique est appliquée.

Depuis les années 1980, l'islamisme progresse au Moyen-Orient : les islamistes sont au pouvoir en Turquie depuis 2002, dans la bande de Gaza depuis 2006... Plusieurs raisons expliquent ces succès :

- des causes externes : le **sentiment d'humiliation lié aux défaites face à Israël** et lié à la présence occidentale
- des causes internes : une **crise économique et sociale que des régimes, souvent autoritaires et corrompus**, n'ont pas réussi à faire reculer ; or, les organisations islamistes pratiquent une politique caritative et se chargent de l'éducation de la jeunesse.

Dès les années 1990, l'islamisme prend une forme plus radicale : le terrorisme. Des imams lancent des **fatwas (décret religieux qui fait obligation aux musulmans)** appelant les musulmans à tuer les Américains et leurs alliés, accusés de piller les richesses des musulmans, de souiller leurs lieux saints et de tuer des musulmans. A l'exception des attentats du 11 septembre 2001, les attentats perpétrés par les terroristes islamistes sont **relativement artisanaux** : ils déposent des bombes ou pratiquent des **attentats-suicide dans des lieux publics**. Ils cherchent à **semer la terreur en Occident pour l'obliger à se retirer du Moyen-Orient et à déstabiliser les pouvoirs locaux pour imposer la charia** (comme le fait l'organisation terroriste « Etat islamique » dans le Nord de la Syrie et de l'Irak).

Parmi les **cellules les plus actives** au Proche et au Moyen-Orient, on trouve **Al-Qaïda** et ses ramifications et le **groupe Etat islamique**. Les djihadistes s'entraînent dans des camps situés dans des territoires contrôlés par les islamistes (Afghanistan) et **leur financement est assuré par des Etats** (l'Iran et la Syrie financent le Hezbollah) **ou par des activités illégales** (trafic de drogue, trafic de cigarettes, prise d'otages...).

2) Le tournant du 11 septembre 2001 et l'intervention étrangère en Afghanistan et en Irak

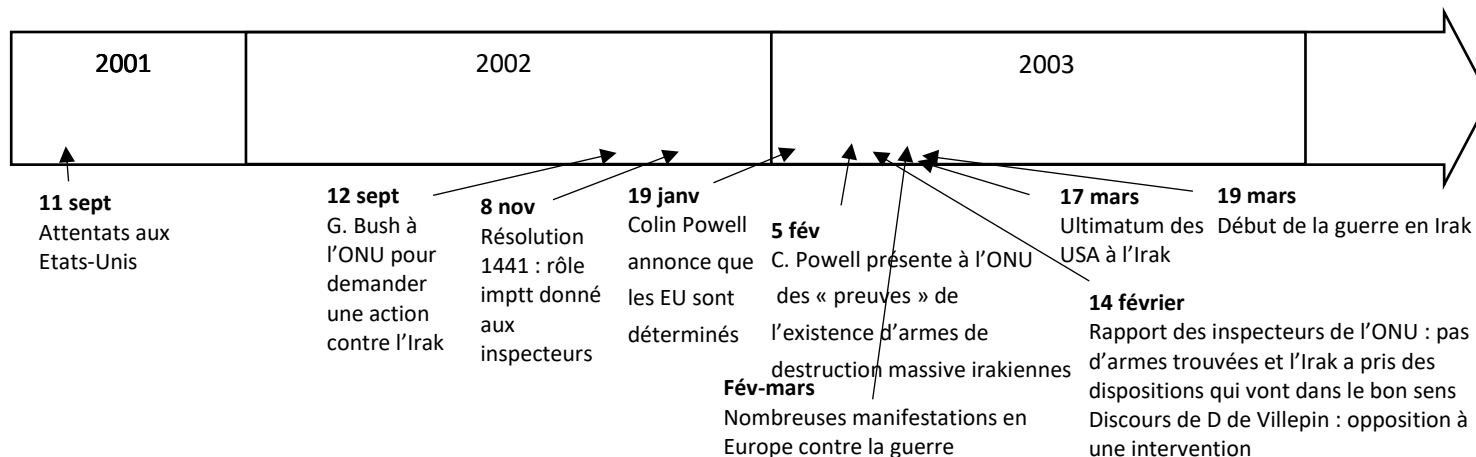
Les attentats du 11 septembre 2001 commandités par Al-Qaïda et visant des points très symboliques du pouvoir économique, politique et militaire américain **changent la donne**. Dès **octobre**, l'ONU autorise une guerre en Afghanistan pour traquer Ben Laden et renverser le régime des **talibans (nom donné aux islamistes au pouvoir)** qui le protègent.

En 2003, l'ONU refuse une intervention armée en Irak (accusée de détenir des armes de destruction massive, ce qui s'avère faux – et c'est d'ailleurs paradoxalement la principale réussite du règlement international du conflit du Golfe) : **les Etats-Unis lancent tout de même unilatéralement avec leurs alliés britanniques une guerre contre Saddam Hussein dans une guerre officiellement courte** (début le 19 mars 2003, chute de Saddam Hussein le 9 avril et fin officielle le 1^{er} mai) : c'est l'opération baptisée « Liberté irakienne ».

Etape 1 : Visionnez les vidéos suivantes : <https://ladigitale.dev/digiview/#/v/6794dc4a98f10> (11 min)

Emission d'Arte, Aurélie Luneau et Jean Bulot, *Les grands discours, Dominique de Villepin, Non à la guerre d'Irak*, 2017.

et infographie animée disponible sur Lumni : https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000005430/la-seconde-guerre-du-golfe.html?session_state=4a556ead-786e-45dd-9313-c703adb40394&code=789b8668-aeb4-41c2-a718-792e2025f385.4a556ead-786e-45dd-9313-c703adb40394.cb3d4b79-b7f5-4c44-8d08-6d4a61f6ffbd (4 min)



	Position américaine Président : George W Bush + Secrétaire d'Etat (= ministre des Affaires étrangères) : Colin Powell	Position française Président : Jacques Chirac Ministre des Affaires étrangères : Dominique de Villepin
Position défendue	Favorables à ce qu'une résolution de l'ONU autorise l'usage de la force contre l'Irak	Favorable à ce qu'il n'y ait pas d'intervention armée en Irak, à ce que l'ONU poursuive ses missions post 1 ^{ère} guerre du Golfe pour assurer paix et sécurité
Alliés ou soutiens	49 Etats Grande Bretagne Australie Une douzaine d'autres Etats européens pro-américains	Chine, Russie Ligue Arabe Applaudissements de nombreux pays non membres du conseil de sécurité
Arguments et principes justifiant cette position	Nécessité d'agir en Irak où prolifèrent selon G. Bush le terrorisme et les armes de destruction massive. = le régime de Saddam Hussein est un danger pour la vie de millions de personnes et pour la paix dans le monde = guerre préventive Saddam Hussein n'applique pas les résolutions du conseil de sécurité de l'ONU En finir vraiment avec la 1 ^{ère} guerre du Golfe	« Gardiens d'un idéal » : « priorité au désarmement dans la paix » « Personne ne peut affirmer que le chemin de la guerre sera plus court que celui des inspections, qu'il pourrait déboucher sur un monde plus sûr, plus juste et plus stable, car la guerre est toujours la sanction d'un échec » Argument venant d'un vieux pays, d'un vieux continent qui a connu les guerres, l'occupation et la barbarie et qui « n'oublie pas », « qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs » Après la guerre, « il faudra construire la paix » dans un pays et une région qui auront été « durement affectés » par la guerre Liens historiques, commerciaux et diplomatiques de la France avec l'Irak
Unilatéralisme ou multilatérale ?	Unilatéralisme	Multilatéralisme

Cet exemple montre la difficulté pour l'ONU d'atteindre ses objectifs de paix, en ce qu'elle est tributaire de la position de ses Etats membres, et notamment de ceux qui siègent de manière permanente au conseil de sécurité et qui ont un droit de veto. Ainsi, on voit que la position de la France et celle des Etats-Unis sont incompatibles ici et que l'institution onusienne elle-même ne peut pas trancher puisque les deux parties peuvent utiliser leur droit de veto.

Le choix de G.W. Bush de décider finalement de manière unilatérale d'intervenir prouve enfin combien certains Etats puissants peuvent outrepasser les décisions onusiennes sans craindre de représailles.

Les Etats-Unis interviennent en Irak

En 2003, l'ONU refuse une intervention armée en Irak : les Etats-Unis lancent tout de même **unilatéralement** avec 49 Etats alliés (et notamment le Royaume-Uni) une guerre contre Saddam Hussein. C'est l'opération baptisée « Liberté irakienne » qui dure peu : début le 19 mars 2003, chute de Saddam Hussein le 9 avril et fin officielle le 1^{er} mai

Dès juin 2004, le pouvoir est remis aux Irakiens, ce qui suscite de vives tensions entre sunnites, chiites et kurdes. En mai 2006, le chiite Nouri Al-Maliki forme le premier gouvernement stable de l'après-guerre.

Jugé pour crime contre l'humanité, Saddam Hussein est condamné à mort et pendu en décembre 2006.

Toutefois, les Américains restent force d'occupation jusqu'en 2008 et ne se retirent complètement qu'en fin 2011. Cette intervention étrangère dans la région au nom de la lutte contre le terrorisme attise le sentiment anti-occidental car il est perçu comme une nouvelle forme d'impérialisme, d'autant que leur image est dégradée par la révélation de scandales comme celui de la prison d'Abou Ghraib : des dizaines de milliers d'Irakiens ont été détenus par des soldats américains dans cette prison entre 2003 et 2006. Parmi eux, 70 à 90% étaient innocents d'après la Croix Rouge et beaucoup ont été victimes de tortures. Cela a pour conséquence que l'armée américaine est l'objet d'attentats-suicides perpétrés par des islamistes. Les USA se retrouvent ainsi engagés dans un conflit asymétrique. Ils n'arrivent ainsi pas à empêcher ce qui s'apparente rapidement à une guerre civile et finissent par se retirer en 2011.

Le bilan de cette seconde guerre du Golfe (2003-2011) est lourd : elle aurait coûté 770 milliards aux Etats-Unis mais aurait surtout fait au moins 4000 morts parmi les soldats de la coalition et autour de 460000 chez les Irakiens (dont 30-40% des effets indirects de la guerre comme le manque d'hygiène et les problèmes de santé induits).

Source : <https://ehne.fr/fr/eduscol/terminale-sp%C3%A9cialit%C3%A9-histoire/terminale-sp%C3%A9cialit%C3%A9-histoire/th%C3%A8me-2-faire-la-guerre-faire-la-peace-formes-de-conflits-et-modes-de-r%C3%A9solution/les-deux-guerres-du-golfe-1991-et-2003-et-leurs-prolongements-d%E2%80%99une-guerre-inter%C3%A9t%C3%A0-un>

3) La guerre civile irakienne (2004-2013) mène à une guerre contre l'Etat islamique (2014-2022)

Après leur départ, la guerre civile persiste liée à plusieurs problèmes :

- le nouveau régime mis en place est vite jugé inefficace et corrompu
- le 1^{er} ministre Maliki est trop autoritaire, alors que les revendications inspirées du printemps arabe s'intensifient
- les revenus pétroliers sont inégalement répartis

Dans ce contexte, les djihadistes de l'Etat islamique d'Irak, devenu l'Etat islamique en Irak et au Levant (Daech en arabe), qui se sont fixés comme priorité de lutter contre la domination chiite et l'influence iranienne, en profitent pour lancer une offensive majeure contre l'Etat irakien à l'été 2014. Pratiquant la terreur, les razzias et la guerre asymétrique, ils battent facilement l'armée irakienne et arrivent facilement à Bagdad. En octobre 2014, Daech proclame le califat sur un territoire à cheval entre l'Irak et la Syrie.

Paniqué, le gouvernement irakien appelle à l'aide internationale. Après la condamnation des actes terroristes de Daech par l'ONU, se crée une « coalition contre Daech » avec pour objectif de mettre un terme au projet territorial de celui-ci. Elle agit par des moyens militaires (opération « Inherent Resolve ») mais également dans les domaines de la contre-propagande, de la lutte contre le financement du terrorisme, de la lutte contre les combattants terroristes étrangers ainsi que de l'aide à la stabilisation et à la reconstruction des territoires libérés. En 2019, elle comptait 80 Etats menés par les Etats-Unis, dont les principaux pays européens. La coalition internationale n'est toutefois pas mandatée par l'ONU (ce ne sont pas des casques bleus) et d'ailleurs, l'Irak a porté plainte contre elle auprès du conseil de sécurité de l'ONU. Les opérations en Irak menées par cette coalition, suspendues depuis janvier 2020, ont repris ponctuellement fin 2024. Si aujourd'hui Daech a perdu militairement, les tensions demeurent vives au sein du pays.

D. Une aggravation récente de la situation très inquiétante

1) Le « printemps arabe » : progrès de la démocratie ou de l'islamisme ?

Fin 2010, éclate ce que les journalistes appellent le « printemps arabe » : il s'agit d'un vaste mouvement de contestation populaire contre les régimes autoritaires d'Afrique du Nord et du Proche et Moyen-Orient où se mêlent des revendications politiques (plus de démocratie) et socio-économiques (une amélioration des conditions de vie) né en Tunisie fin 2010 et qui s'est propagé à de nombreux pays au printemps 2011

Les opposants sont hétérogènes et peu structurés, mêlant une opposition qui réclame plus de libertés et des partis islamistes anciens (les Frères musulmans en Egypte).

Trois cas de figure se dégagent à l'issue du « printemps arabe » :

- le régime est renversé et son chef est déposé : en Egypte, les manifestations mettent fin aux 31 ans de pouvoir d'Hosni Moubarak
- le régime s'est maintenu car il a accepté des réformes : en Jordanie, le roi Abdallah change de premier ministre, fait augmenter les salaires, réduit les prix et garantit la liberté d'expression
- le régime s'est maintenu par une répression très violente : en Syrie, Bachar el-Assad a lancé une guerre contre les « rebelles », laquelle guerre a débouché sur une guerre civile qui n'est toujours pas résolue.

⇒ Au final, **toutes les élections voient la victoire d'islamistes plus ou moins modérés et non de démocraties libérales comme l'espéraient les Occidentaux** : ils sont aujourd'hui au pouvoir en Arabie-Saoudite, en Turquie, en Iran et dans la bande de Gaza et ils participent au gouvernement au Liban et en Irak. Ils connaissent toutefois un certain recul depuis 2021 au Maghreb : défaite électorale des Frères musulmans en Algérie et au Maroc. La Tunisie a aussi tourné la page.

2) Le conflit syrien

Cf. axe 2 Entre 2011 et 2022, la guerre civile syrienne a opposé le président en place, Bachar el-Assad, à plusieurs groupes rebelles : une organisation terroriste (Daech), la minorité kurde qui réclame son indépendance (KRG) et des rebelles, certains modérés et islamistes qui réclamaient la démocratisation du régime. La guerre a dévasté le pays et fait plus au moins 384 000 morts, dont plus de 116 000 civils, selon un bilan publié en 2020 par l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. 13 millions de personnes ont été déplacées.

En décembre 2024, le régime de Bachar el-Assad a été renversé (alors qu'il contrôlait 70% du territoire) par les rebelles islamistes.

Se mêlent à ce conflit à l'origine intra-étatique des puissances extérieures : puissances régionales (Iran pro-Bachar el-Assad ; Arabie Saoudite pro-rebelles modérés) et **des puissances internationales antagonistes** (Etats-Unis – et sa coalition - contre Daech et Bachar el-Assad ; Russie pro-Bachar el-Assad et contre les rebelles modérés). **Les ONG ont également fait entendre leur voix sur la scène internationale** : 73 ONG présentes en Syrie se sont réunies dans le SIRF (Forum régional syrien des ONG international) en octobre 2019 et ont poussé un cri d'alerte concernant les conséquences des interventions militaires dans le pays.

3) L'échec afghan

Le retrait des dernières troupes américaines et de leurs alliés de l'OTAN de l'Afghanistan à l'été 2021 a donné lieu à une reconquête des Talibans très rapide après 20 ans de guerre (intervention américaine sous mandat de l'ONU lancée en octobre 2001). **La situation économique et humanitaire du pays est catastrophique** ; le nouveau régime restreint les libertés de la population. **Le risque du développement de groupes terroristes dans le pays (et notamment al-Qaïda) est grand.**

4) Nouvelle flambée de guerre entre Israël et le Hamas

Les attaques terroristes menées par le Hamas le 7 octobre 2023 ont conduit à une nouvelle flambée de violence, apaisée depuis mi octobre 2025 (plan de paix orchestré par Donald Trump).

Conclusion : un apaisement impossible ?

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Proche et le Moyen-Orient ont été un foyer de tensions majeures et **l'avenir n'est guère encourageant** :

- les conflits perdurent en Irak, en Syrie et en Afghanistan ;
- des peuples continuent à demander en vain des droits politiques et à être systématiquement réprimés (c'est le cas des Kurdes, notamment en Turquie) ;
- des Etats suscitent toujours l'inquiétude de l'Occident : **l'Iran qui développe un programme nucléaire**
- la montée en puissance de l'islamisme dans toute la région, qui peut faire craindre un embrasement généralisé dirigé contre Israël

Finalement, les seuls espaces de stabilité au Moyen-Orient sont les Etats autoritaires qui ne laissent place à aucune forme d'opposition (Arabie Saoudite).

La politique occidentale visant à implanter largement la démocratie au Proche et au Moyen-Orient semble avoir échoué.

Le Moyen Orient semble donner la preuve de l'impuissance de l'ONU dont la voix est de moins en moins écoutée dans la région et qui ne parvient pas à trouver de solutions, du fait de la division des membres du conseil de sécurité sur ce sujet. Durant les 10 dernières années, 17 vetos ont été posés, le plus souvent par la Russie et la Chine, parfois les Etats-Unis sur la question du Moyen Orient.

Les autres acteurs de la guerre comme de la paix sont nombreux :

- Les Etats de la région qui recherchent une domination régionale
- Les puissances internationales, attirées dans le conflit parfois par des alliés, parfois par la volonté d'accroître leur domination, parfois par les intérêts économiques en jeu du fait de la présence d'hydrocarbures. On peut ainsi se demander si les Etats-Unis ont plutôt joué le rôle d'une puissance stabilisatrice ou déstabilisatrice dans cette région depuis 1945.
- Les milices, groupes terroristes, etc. ont profilé, rendant les conflits plus irréguliers
- Les ONG essaient de plus en plus de porter leur aide aux civils, victimes de ces multiples et incessantes tensions.